

# JOURNAL OFFICIEL

## DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

PARAISANT LE 1<sup>er</sup> ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOME

Destinations	Abonnement 1 an		Abonnement 6 mois		ABONNEMENTS, ANNONCES ET AVIS DIVERS
	Ordinaire	Avion	Ordinaire	Avion	
Togo, France et autres pays d'expression française .....	1 300 frs	3 300 frs	800 frs	1 700 frs	Pour les abonnements, annonces et réclamations s'adresser à l'Editogo B.P. 891 — Tél. 21-37-18 — Lomé.  Les abonnements et annonces sont payables d'avance. La ligne ..... 80 frs  Minimum ..... 250 frs Chaque annonce répétée : moitié prix : Minimum ..... 250 frs
Etranger .....	1 600 frs	3 750 frs	900 frs	2 300 frs	
<b>Prix du Numéro par porteur ou par Poste :</b> Togo, France et autres pays d'expression française ..... 100 frs Etranger : Port en sus					

DIRECTION, REDACTION ET ADMINISTRATION

**CABINET DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE — TELEPHONE 21-27-01 — LOME**

### SOMMAIRE

#### PARTIE OFFICIELLE

#### ACTES DU GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

#### LOIS, ORDONNANCES, DECRETS, ARRETES ET DECISIONS

#### LOIS

1988

2 mai — Loi n° 88-4 portant création de l'ordre  
des géomètres au Togo. .... I

#### PARTIE OFFICIELLE

#### ACTES DU GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

#### LOIS, ORDONNANCES, DECRETS, ARRETES ET DECISIONS

#### LOIS

Loi n° 88-4 du 2 mai 1988 portant création de l'ordre  
des géomètres au Togo

L'Assemblée nationale a délibéré et adopté,  
Le Président de la République promulgué la loi dont  
la teneur suit :

#### TITRE PREMIER

##### de l'exercice de la Profession de Géomètre

Article premier — Il est créé un ordre de géomètre groupant les personnes habilitées à exercer la profession de géomètre dans les conditions fixées par la présente loi.

Art. 2 — Nul ne peut porter le titre de géomètre, ni en exercer la profession, ni entreprendre les travaux topographiques prévus à l'article 4 ci-dessous s'il n'est inscrit au tableau de l'Ordre créé par la présente loi.

Les services techniques de l'Etat peuvent cependant prêter leurs concours aux collectivités et établissements publics pour l'exécution desdits travaux conformément aux règlements en vigueur.

Art. 3 — Nul ne peut être inscrit au tableau de l'Ordre en qualité de géomètre, s'il ne remplit les conditions suivantes :

- 1°/ être de nationalité togolaise
- 2°/ n'avoir subi aucune condamnation ou ne pas être fonctionnaire révoqué par mesure disciplinaire pour des faits contraires à la probité et aux bonnes mœurs, n'avoir été ni déclaré en faillite ni mis en état de liquidation judiciaire.
- 3°/ être titulaire d'un diplôme de géomètre D P L G (Diplômé par le Gouvernement) ou d'un diplôme d'ingénieur-géomètre ou d'un diplôme d'ingénieur-topographe ou d'un diplôme équivalent délivré par une Ecole de plein exercice reconnue par l'Etat.
- 4°/ présenter toutes garanties de moralité nécessaires.

Les géomètres des services de l'Etat remplissant les conditions définies au présent article peuvent sur demande être inscrits au tableau de l'Ordre après cinq ans d'exercice de la profession dans l'Administration.

Les agents de l'Etat désignés à l'alinéa précédent ne peuvent en aucun cas et cela sous peine de sanctions prévues à l'article 7, exercer à titre privé la profession

de géomètre pendant la période de leur fonction administrative.

Art. 4 — Est géomètre le technicien capable d'interpréter les lois et règles des différentes branches de la géométrie en vue de procéder aux levés topographiques et connexes.

Le géomètre en son propre nom et sous sa responsabilité personnelle, lève, dresse, à toutes échelles, les documents topographiques, les plans des biens fonciers, procède à toutes opérations techniques ou études s'y rapportant, fixe les limites des biens fonciers, procède à toutes études sur l'évaluation, le partage ou la mutation des biens fonciers.

Le titre de géomètre stagiaire est réservé au candidats à la profession de géomètre qui, ayant subi avec succès, soit l'Examen Préliminaire du diplôme de géomètre D P L G, soit l'Examen de sortie d'une Ecole d'Ingénieurs-Géomètres ou d'une Ecole d'Ingénieurs-Topographes ou d'une Ecole équivalente, ont à accomplir une période de stage réglementaire de deux (2) ans.

Les stagiaires ne sont pas membres de l'Ordre, mais sont soumis à la surveillance et au contrôle disciplinaire du Conseil de l'Ordre.

Les géomètres peuvent constituer entre eux des groupements ou sociétés civiles pour exercer leur profession, à la condition que tous les associés soient individuellement membres de l'Ordre et que ces sociétés soient reconnues par le Conseil de l'Ordre et inscrites au tableau.

Art. 5 — Tout géomètre qui exerce ses activités à titre individuel, en groupement ou en société doit dans les conditions fixées par le règlement intérieur de l'Ordre admettre un ou plusieurs géomètres en stage réglementaire.

Art. 6 — Les géomètres, les groupements de géomètres, les géomètres stagiaires, doivent observer les règles édictées dans la présente loi ainsi que celles contenues dans le règlement intérieur établi par le Conseil de l'Ordre et dûment approuvé par le Ministre de tutelle de l'Ordre.

Ils sont tenus au secret professionnel sous les peines prévues par le Code Pénal.

Ils en sont toutefois déliés dans le cas de poursuites judiciaires exercées contre eux, lorsqu'ils sont traduits devant une juridiction disciplinaire de l'Ordre et lorsqu'ils sont appelés comme témoins devant une juridiction répressive.

Art. 7 — Exerce illégalement la profession de géomètre, celui qui, sans être inscrit au tableau de l'Ordre, ni être admis au stage dans les conditions définies à l'article 4 ci-dessus, exécute les travaux prévus dans cet article ou en assure la direction suivie, ou tout agent de l'Etat dans ses fonctions administratives qui exécute ces travaux à titre privé.

Est également considéré comme exerçant illégalement la profession de géomètre celui qui, suspendu ou rayé de l'Ordre, continue à exercer la profession.

Quiconque exerce illégalement la profession de géomètre y compris les agents de l'Etat, est puni d'une peine d'emprisonnement d'un an à cinq ans et d'une amende d'un million à cinq millions de francs. En cas de récidive ces peines seront doublées.

Le Conseil de l'Ordre peut saisir le Tribunal des délits prévus par le présent article, sans préjudice de la faculté de se porter partie civile dans toute poursuite de ces délits intentée par le Ministère Public.

Art. 8 — La qualité de membre de l'Ordre est incompatible avec une charge d'officier public ou ministériel ou avec une occupation de nature à porter atteinte à son indépendance notamment, sauf le cas de missions temporaires confiées par l'Etat ou par une collectivité publique.

Dans le cadre de leur compétence professionnelle, les géomètres peuvent remplir les fonctions d'arbitres, donner des consultations et participer à l'enseignement professionnel.

Les géomètres dans l'exercice de leur fonction ne doivent pas établir d'actes sous-seing privé hormis ceux nécessaires à l'établissement des procès-verbaux de bornage, aux constats ou conciliations d'arbitrage et d'expertise.

Les interdictions ou restrictions énumérées à l'alinéa précédent s'étendent à leurs employés salariés et à toute personne agissant pour leur compte.

Toute publicité personnelle est prohibée.

Art. 9 — Les honoraires des géomètres doivent constituer la juste rémunération du travail fourni. Leur montant est convenu librement avec les clients dans la limite des tarifs fixés par le Conseil de l'Ordre et approuvés par le Ministre de tutelle.

## TITRE II

### *de l'Organisation de la profession de Géomètre*

#### Chapitre Premier

#### DISPOSITIONS GENERALES

Art. 10 — L'Ordre, administré par un Conseil, est doté de la personnalité civile.

L'Ordre des géomètres est placé sous la tutelle du Ministère chargé des travaux publics.

Les modalités de fonctionnement de l'Ordre sont définies par un règlement intérieur approuvé par le Ministre de tutelle.

Art. 11 — L'Etat est représenté auprès du Conseil de l'Ordre par un Commissaire du Gouvernement nommé par arrêté du Ministre de tutelle de l'Ordre.

Le Commissaire du Gouvernement assiste aux séances du Conseil de l'Ordre. Il a le pouvoir notamment d'introduire devant le Conseil toutes actions contre les personnes ou sociétés exerçant illégalement la profession de géomètre ou tous les cas litigeux dont le Ministre est saisi.

#### CHAPITRE II

#### CONSEIL DE L'ORDRE

Art. 12 — Les membres du Conseil de l'Ordre des géomètres sont élus par leurs collègues inscrits au Tableau de l'Ordre et réunis en Assemblée générale. La composition du Conseil de l'Ordre est de 5 membres. Elle peut être portée à 9 si le nombre des géomètres inscrits est supérieur à 50.

Le Conseil est élu pour trois (3) ans renouvelables par 1/3 et ses membres sont rééligibles. Il est pourvu dans les trois mois au remplacement des membres manquants.

Le Président du Conseil est élu pour trois (3) ans, parmi les géomètres, membres du Conseil. Son mandat est renouvelable. Toutefois, il peut être démis de ses fonctions en cas de manquement grave.

Les modalités de renouvellement et d'élection sont définies dans le règlement intérieur.

L'Assemblée générale se réunit au moins une fois par an sur convocation du Président du Conseil. Elle peut se réunir à la demande des 2/3 de ses membres.

Art. 13 — Le Conseil de l'Ordre se réunit à la diligence de son Président soit à la demande du Commissaire du Gouvernement soit à la demande des 2/3 des membres du Conseil et au moins quatre fois par an. Les décisions sont prises à la majorité des voix des membres présents. En cas de partage des voix, celle du président est prépondérante. Le Conseil ne siège valablement que si les 2/3 de ses membres sont présents.

Tout membre du Conseil de l'Ordre qui, sans motif valable agréé par le Conseil, néglige d'assister à deux séances est démis de sa qualité de membre du Conseil.

Art. 14 — Le Conseil de l'Ordre surveille l'exercice de la profession des géomètres. Il assure la défense des intérêts de l'Ordre et en gère les biens. Il assure le respect des lois et règlements qui le régissent. Il représente l'Ordre auprès des Pouvoirs publics.

Le Conseil est saisi de toutes les fautes professionnelles relevées à l'encontre des géomètres pour les juger après enquête.

Il doit prévenir et concilier toutes contestations ou conflits d'ordre professionnel.

Le Président veille à l'exécution des décisions du Conseil et au fonctionnement régulier de l'Ordre.

### CHAPITRE III

#### *Inscription au tableau de l'Ordre*

Art. 15 — Le Conseil dresse le tableau des géomètres qui est tenu à la disposition du public au siège de l'Ordre, dans les préfectures, dans les sous-préfectures, dans les mairies, dans les greffes des tribunaux.

Il est publié annuellement dans un journal d'annonces légales.

Les demandes d'inscription au tableau de l'Ordre doivent être accompagnées des pièces justifiant que les postulants remplissent les conditions définies à l'article 3 ci-dessus.

Le Conseil de l'Ordre statue dans un délai de trois mois sur les demandes d'inscription au tableau de l'Ordre.

Art. 16 — Aussitôt agréés, les géomètres prêtent serment, devant le Tribunal de première instance de Lomé, d'exercer leur profession avec conscience et probité.

L'inscription au tableau de l'Ordre donne droit d'exercer la profession sur l'ensemble du territoire national.

Seuls les géomètres inscrits au tableau de l'Ordre peuvent être commis experts près les tribunaux.

### CHAPITRE IV

#### *Discipline*

Art. 17 — Tout manquement aux devoirs de la profession rend son auteur passible d'une sanction disciplinaire sans préjudice d'une sanction pénale prévue à l'article 25.

Les poursuites disciplinaires sont intentées auprès du Conseil de l'Ordre, soit par le Commissaire du Gouvernement, soit d'office, soit sur la plainte des intéressés.

Le géomètre en cause a le droit de prendre connaissance du dossier de la plainte dans les locaux de l'Ordre et ceci dans la quinzaine qui précède l'audience.

Il est convoqué pour être entendu et peut se faire assister d'un géomètre membre de l'Ordre.

Art. 18 — Suivant la gravité de la faute, les peines disciplinaires ci-après sont prononcées par le Conseil de l'Ordre :

- 1 — l'avertissement
- 2 — le blâme
- 3 — la suspension pour une durée maximum de deux ans
- 4 — la radiation du stage ou du tableau de l'Ordre qui implique l'interdiction d'exercer la profession de géomètre.

Les cas de suspension et de radiation sont publiés au *Journal officiel* et communiqués partout où besoin sera.

Les modalités d'application de ces peines sont définies dans le règlement intérieur.

Art. 19 — Toute peine prononcée contre un membre du Conseil de l'Ordre entraîne déchéance de cette qualité.

Art. 20 — Sont nuls et de nul effet tous actes, traités ou conventions tendant à permettre, directement ou indirectement, l'exercice de tout ou partie des actes professionnels par les géomètres suspendus ou rayés du tableau.

### TITRE III

#### *Dispositions transitoires et diverses*

Art. 21 — Pendant une période transitoire de trois ans à compter de la publication de la présente loi, peuvent obtenir leur inscription au tableau de l'Ordre, les professionnels togolais ne remplissant pas les conditions définies aux articles 3 et 4 sous les réserves ci-après :

- 1 — jouir d'une honorabilité reconnue par le Conseil de l'Ordre ;
- 2 — n'avoir subi aucune condamnation ou ne pas être fonctionnaire révoqué par mesure disciplinaire pour fait contraire à la probité et aux bonnes mœurs ;
- 3 — réussir à un examen de contrôle des connaissances professionnelles organisé par l'Ordre, sous la supervision du Ministre de tutelle.

Art. 22 — Le Conseil de l'Ordre peut, à titre exceptionnel et sous réserves de contrôle de leur capacité professionnelle par un jury nommé par le ministre de tutelle de l'Ordre, autoriser les professionnels de nationalité togolaise n'ayant subi aucune condamnation pour des faits contraires à la probité et aux bonnes mœurs, n'ayant été ni déclarés en faillite ni mis en état de liquidation judiciaire, jouissant d'une honorabilité reconnue et ne remplissant pas les conditions définies aux articles 3, 4 et 21, à exécuter un certain nombre de travaux topographiques simples définis par arrêté du ministre de tutelle, sous l'appellation « d'opérateurs topographes agréés ».

Cette autorisation exceptionnelle ne donne pas droit à l'inscription au tableau de l'Ordre des géomètres.

La demande manuscrite et timbrée dans ce sens doit être adressée au ministre de tutelle de l'Ordre accompagnée du curriculum vitae du postulant, d'un extrait de casier judiciaire et d'un certificat de nationalité togolaise dans un délai d'un an à compter de la publication au *Journal officiel*. Aucune demande ne pourra être examinée après ce délai.

Art. 23 — Les conditions et modalités d'organisation de l'examen de contrôle des capacités professionnelles sont définies par un arrêté du ministre de tutelle.

Art. 24 — Le Conseil de l'Ordre surveille et contrôle les stages réglementaires au sein des cabinets de géomètres.

Il surveille également les activités des opérateurs topographes agréés qui, de ce fait sont soumis aux mêmes obligations et sanctions disciplinaires et pénales que les géomètres.

Les certificats de fin de stage réglementaires prévu à l'article 4 sont délivrés par le Conseil de l'Ordre des géomètres.

Les modalités d'organisation d'examen de fin de stage sont définies dans le règlement intérieur.

Art. 25 — Tout géomètre inscrit au tableau de l'Ordre ou tout opérateur topographe agréé qui exerce sa profession en violation des dispositions prévues aux articles 8, 9 et 24 alinéa 3 de la présente loi sera puni d'une peine d'emprisonnement d'un an à cinq ans et d'une amende d'un million à cinq millions de francs.

Le géomètre sera en outre définitivement rayé du tableau de l'Ordre et l'opérateur topographe agréé se verra retirer son agrément.

Les poursuites seront intentées dans les mêmes conditions que celles indiquées à l'article 17 alinéa 2.

Art. 26 — Les modalités de visa, par les services techniques spécialisés de l'Etat, des plans parcellaires dressés par les géomètres et les opérateurs topographes agréés seront définies par arrêté du ministre de tutelle.

Art. 27 — Toutes dispositions contraires à la présente loi sont abrogées.

Art. 28 — La présente loi sera publiée au *Journal officiel* de la République togolaise et exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Lomé, le 2 mai 1988

Général Gnassingbé EYADEMA